

Joseph Stiglitz : « Avec le retour de Donald Trump, l'Europe ne peut plus compter sur les Etats-Unis »

Le prix Nobel d'économie explique, dans un entretien au « Monde », que les mesures envisagées par le président américain risquent de renforcer les monopoles et les inégalités.

Propos recueillis par Marie Charrel et Pascal Riché
Publié aujourd'hui à 08h42 • Lecture 7 min.

Article réservé aux abonnés



Joseph Stiglitz, Prix Nobel d'économie, lors du forum économique de Cernobbio, en Italie, le 2 septembre 2022. PIER MARCO TACCA/GETTY IMAGES

Prix Nobel d'économie 2001, célèbre pour ses travaux sur les inégalités, Joseph Stiglitz met les Européens en garde. Face au protectionnisme du président des Etats-Unis, Donald Trump, ils doivent se préparer à prendre des mesures de rétorsion commerciale. Dans son nouvel ouvrage, *Les Routes de la liberté* (Les liens qui libèrent, 354 pages, 24,90 euros), l'économiste américain explique que, aux Etats-Unis comme ailleurs, les déréglementations et les baisses de taxes promises par les droites radicales au nom de la liberté vont, en vérité, amoindrir la liberté du plus grand nombre, au profit des plus riches.

Lire aussi |
[élection](#)

[La marche triomphale de Donald Trump vers la Maison Blanche depuis son](#)

Donald Trump entame son second mandat aux Etats-Unis. Que

redoutez-vous ?

Rien n'est écrit, car l'une des caractéristiques de Donald Trump est son imprévisibilité. Il existe un écart énorme entre ce qu'il dit et ce qu'il fait. Il y a, en outre, deux autres grandes incertitudes. La première concerne les élus républicains au Congrès : feront-ils ce que Donald Trump attend d'eux ? La seconde porte sur la force de nos tribunaux, des autres institutions, de la fonction publique, et leur capacité à faire respecter l'Etat de droit.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Le nouveau président peut, bien sûr, licencier à tour de bras des fonctionnaires, mais ceux-ci se tourneront alors vers la justice. En outre, s'il éviscère la fonction publique fédérale, comme il dit vouloir le faire, avec qui mettra-t-il en œuvre ses politiques ? J'ai travaillé dans deux bureaucraties, la Maison Blanche et la Banque mondiale, et j'ai vu combien il est difficile de travailler sans le soutien des services. Ils peuvent très bien vous contourner et épuiser votre énergie.

Il est donc très difficile aujourd'hui de prédire les actions à venir de Washington. De ce fait, l'équilibre global a déjà changé. L'Europe, par exemple, ne peut plus compter sur les Etats-Unis. Elle doit donc changer de comportement. Pour commencer, elle doit se doter de sa propre défense.

Face aux menaces protectionnistes américaines, que doit faire l'Union européenne ?

Elle doit se préparer à utiliser des rétorsions. Elle en a les moyens : c'est une unité économique aussi grande que les Etats-Unis. Mais il faut riposter de manière intelligente et très ciblée. Ce que je crains, c'est une explosion de la corruption. Même lorsqu'ils imposent des droits de douane élevés, Donald Trump et son entourage accordent des exemptions, que l'on soupçonne de camoufler des opérations d'extorsion. La dernière fois qu'il a été au pouvoir, il est apparu que les entreprises, qui ont reçu de telles exemptions, ont par la suite accordé de grosses contributions au Parti républicain.

Craignez-vous une guerre commerciale généralisée, avec une spirale de représailles, comme dans les années 1930 ?

Je n'y crois pas tellement, car les économies sont beaucoup plus interdépendantes qu'à l'époque. Du fait de l'intégration des chaînes de valeur, les droits de douane frapperont aussi les industries américaines. Prenez une voiture allemande fabriquée et vendue aux Etats-Unis : si vous mettez des taxes sur l'importation des pièces détachées nécessaires à sa production, les chaînes de montage aux Etats-Unis vont être touchées. Cela représente de nombreux travailleurs.

Lire aussi | [Avec le retour de Donald Trump, le monde tourne la page de décennies de libre-échange](#)

De même, si vous imposez un droit de douane très élevé sur les vêtements importés de Chine, la chaîne de distribution Walmart en subira le contrecoup, et celle-ci pèse lourd dans le pays. La politique protectionniste qu'annonce Donald Trump est donc beaucoup plus difficile à mener qu'il le pense.

Les Américains susceptibles d'être pénalisés par de telles politiques ont, pour une majorité d'entre eux, soutenu Donald Trump. Pourquoi ont-ils voté contre leurs intérêts ?

C'est difficile à comprendre pour un économiste, car les indicateurs dessinent un bon bilan de l'administration de Joe Biden et Kamala Harris. L'inflation est faible, le taux de chômage très bas. Dans les anciens modèles politiques, Kamala Harris aurait gagné l'élection. Seulement voilà : les perceptions peuvent différer de la réalité. Joe Biden a fait du bon travail pour réduire l'inflation, mais ce que les électeurs ont en tête, c'est le niveau des prix plus élevés qu'en 2019. De même, ils se souviennent de l'époque où le prix de l'essence s'est envolé, mais ils ont oublié qu'il a par la suite baissé.

Lire aussi | [Comment l'inflation, facteur du vote pro-Trump, a affecté les Américains depuis quatre ans](#)

En outre, beaucoup d'Américains souffrent. Le niveau d'insécurité alimentaire est élevé, ils se soignent mal... Cela tient à la difficulté de contrer les monopoles présents dans tous les aspects de la vie américaine : compagnies aériennes, assurance santé, Internet, téléphone... Ces monopoles ont des comportements prédateurs. Ils font payer cher leurs services, et, quand vous les appelez, vous tombez sur un robot. La part de leurs bénéfices dans la valeur ajoutée du pays augmente, tandis que celle des travailleurs diminue.

Chaque jour de nouvelles grilles de mots croisés, Sudoku et mots trouvés.

Jouer

Joe Biden a tenté d'agir pour limiter leur pouvoir, mais l'arrivée de Donald Trump va remettre en cause ces efforts. Les électeurs n'ont pas compris que le programme de Trump, lui-même milliardaire, est pro-monopole et pro-inégalités, car il sait très bien se présenter comme un contestataire. Ajoutons que le vote en sa faveur est lié à des questions identitaires – le rejet de l'immigration ou la peur des hommes blancs de perdre leur statut. Voyez la guerre qui est menée contre la diversité. Pour de nombreux hommes, les étrangers et les femmes viennent prendre leur emploi. Et les femmes sont désormais davantage diplômées, ce qu'ils vivent comme une menace.

Y a-t-il plus de monopoles aujourd'hui qu'à la fin du XIX^e siècle, quand le pouvoir fédéral les avait pris pour cible ?

Si l'on compare leur valeur rapportée à celle de l'économie, ou bien la taille de leurs bénéfices, les Facebook, Google et autres Amazon, sont plus grands que la Standard Oil [*la compagnie pétrolière fondée, en 1870, par John Rockefeller*]. Mes collègues européens disent souvent : « L'Amérique a tellement plus de succès que l'Europe ! Vous avez tant d'entreprises valant 1 000 milliards de dollars [*environ 974 milliards d'euros*]. » Je leur réponds que l'existence de ces entreprises, qui génèrent des milliards de dollars de bénéfices, est la preuve de l'échec de la politique antitrust. Ces monopoles sont plus difficiles à contraindre qu'à la fin du XIX^e siècle. Et ils sont plus dangereux car ils portent sur l'information. Les monopoles sur le pétrole et l'acier se bornaient à enrichir Rockefeller et Carnegie. Sur l'information, ils touchent aux fondements de la société démocratique.

En général, Wall Street n'aime pas les incertitudes. Avez-vous le sentiment que les dirigeants de la finance soutiennent Donald Trump ?

Les taux d'intérêt à long terme ont augmenté, signe que les marchés financiers ne savent pas ce qui va se passer. De même, les chiffres des investissements ne sont pas flamboyants, ce qui témoigne, là aussi, d'une faible confiance en l'avenir. Mais les dirigeants des grands groupes américains veulent une chose : des réductions d'impôts pour les milliardaires et pour les entreprises. Et c'est bien ce que Trump leur promet.

Lire aussi | [Wall Street : après l'envolée, l'effet Trump s'estompe](#)

Les réductions d'impôts fédéraux promises (entre 3 600 milliards et 6 600 milliards de dollars) sont-elles possibles, compte tenu du déficit budgétaire ?

Donald Trump peut changer les règles, il peut violer le droit international, mais il ne modifiera pas les lois de l'arithmétique. Or celles-ci disent que si vous accordez une réduction d'impôt, soit vous avez un déficit plus important, soit vous devez réduire vos dépenses.

La voie du déficit est limitée : nous atteignons notre plafond d'endettement *[la limite légale fixée par le Congrès sur le montant total que le gouvernement fédéral est autorisé à emprunter]*. Il est très difficile de réduire les dépenses publiques parce qu'elles sont déjà à l'os. La sécurité sociale, medicare *[le système d'assurance santé]* ? La marge de manœuvre est très faible. Et toucher au système de santé, c'est tomber de nouveau sur des monopoles comme celui d'United Healthcare *[la compagnie d'assurances médicales]*. Il ne reste pas grand-chose à gratter. Vous pouvez toujours fermer la statue de la Liberté, mais cela ne rapportera pas grand-chose.

Il a confié aux entrepreneurs Elon Musk et Vivek Ramaswamy la tâche de réduire les réglementations et les effectifs au sein de l'administration fédérale. Y parviendront-ils ?

Ils pensent qu'ils peuvent réussir car ils ne comprennent pas comment fonctionne le gouvernement. Mais les services publics, la santé... ce n'est pas de la production de voitures Tesla : on est dans la relation, on traite de difficultés humaines. Par ailleurs, il y a déjà eu, depuis trente ans, d'énormes efforts pour accroître l'efficacité de l'administration. Quand j'étais dans l'administration Clinton, nous avions déjà une grande équipe pour travailler sur le sujet, autour d'Al Gore *[alors vice-président]*. Nous avons réussi : les coûts administratifs de la sécurité sociale ont baissé. A l'issue des réformes, ils n'avaient rien à envier à ceux d'une compagnie d'assurances privée.

Cette brochette de milliardaires au service de Donald Trump, issus des nouvelles technologies ou de la finance – ceux que l'on appelle les « broliarques », Elon Musk, J. D. Vance, Peter Thiel etc. –, est-elle une menace pour la liberté ?

Je crains une accélération d'un problème démocratique qui existe déjà aux Etats-Unis et, par

contagion, partout dans le monde. Veut-on vivre dans une démocratie, avec des droits humains, ou dans un système dévolu à la préservation du pouvoir pour quelques-uns ?

Lire aussi | [Elon Musk et Peter Thiel mettent leurs fortunes et leurs réseaux au service de Donald Trump et de J. D. Vance](#)

Ces patrons de la tech, parce qu'ils ont des milliards de dollars et se pensent plus intelligents, estiment qu'ils doivent diriger le pays. Et s'ils sont très attachés au pouvoir, ce n'est pas pour défendre la justice sociale ou les valeurs des Lumières, mais pour accaparer plus de pouvoir, ne pas être réglementés, continuer à propager des mensonges sur Internet, gagner plus d'argent en polluant. Ils n'ont aucun intérêt à créer un salaire minimum. Ils tracent une « route vers la servitude » *[en référence à un livre majeur de l'économiste Friedrich Hayek]* et vers une société dans laquelle les gens devront travailler dur pour une rémunération de survie.

Les progrès rapides de l'intelligence artificielle peuvent-ils être bénéfiques pour la société ?

Impossible à dire pour l'instant. L'intelligence artificielle [IA] est utilisée par la Russie pour ses drones qui attaquent l'Ukraine, mais aussi par les Ukrainiens pour guider leurs missiles antidrones. D'une certaine façon, cette guerre est une métaphore de ce qui va se passer. L'IA va créer des problèmes, mais aussi aider à en résoudre. Elle pourra être utilisée pour manipuler, polluer l'information, mais aussi pour nettoyer cet écosystème.

Peut-on réussir la transition climatique sans restreindre la liberté des citoyens ?

Qu'est ce qui est plus important : le droit de polluer ou le droit de vivre ? La liberté du loup signifie la mort des brebis. De même, la liberté de polluer ôte la liberté de vivre des autres. Elle vient de coûter la vie à des habitants de Los Angeles, puisque les incendies sont dus au changement climatique.

Lire aussi | [Incendies à Los Angeles : des conditions météo « extrêmement critiques » attendues avec le renforcement des vents](#)

Alors oui, vous avez raison, la transition verte est une contrainte, mais elle est bénéfique à tous. Et elle va l'être pour la croissance. C'est ce que nous avons vu avec le développement des énergies renouvelables, qui ont fait baisser rapidement le coût de l'énergie.

Mais faut-il chercher à avoir toujours plus de croissance ?

Nous en avons besoin pour deux raisons. Pour investir dans la transition verte, d'abord, afin de soutenir la production de véhicules électriques, revoir nos modes de transport, de logement, l'organisation de nos sociétés. Et parce que des milliards de personnes n'ont pas un niveau de vie comparable à ceux des pays développés. La justice sociale exige que nous élevions le niveau de vie de ceux qui n'ont pas autant de chance que nous.

Marie Charrel et Pascal Riché